



## Perspectives chinoises

2007/2 | 2007

Hong Kong, dix ans après la rétrocession

---

# Une société civile vivante mais entravée

Christine Loh

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5721>

ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2007

ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Christine Loh, « Une société civile vivante mais entravée », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/2 | 2007, mis en ligne le 16 mars 2011, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5721>

---

# Une société civile vivante mais entravée

CHRISTINE LOH

La société civile hongkongaise est vivante et bien portante. La population du territoire, qui jouit d'un niveau de vie élevé, prend de plus en plus conscience de l'existence des problèmes sociaux. Dès lors, le temps consacré aux activités de la société civile augmente tandis que se développe toute une activité philanthropique. Néanmoins, les acteurs de la société civile éprouvent une certaine frustration en raison du système politique du territoire. En effet, les élections ne peuvent servir à changer de Gouvernement. Cette caractéristique propre au système politique de la Région administrative spéciale de Hong Kong (RASHK) génère un fossé entre, d'une part, les détenteurs du pouvoir et les autres acteurs politiques et, d'autre part, les organisations non gouvernementales (ONG). Par ailleurs, les actions menées par le « front commun » du Parti communiste chinois afin de soutenir ses candidats lors des élections, ainsi que certains discours officiels empêchent l'opinion publique de se faire une vision claire de la réalité, notamment sur les sujets relatifs au développement constitutionnel sur lesquels Pékin intervient fréquemment. Cependant, les Hongkongais dans leur grande majorité se montrent irréductibles : dès lors qu'ils sentent leur mode de vie menacé, ils n'hésitent pas à descendre dans la rue pour manifester en très grand nombre. La politisation des résidents et des ONG de Hong Kong se renforce parce qu'ils réalisent de plus en plus qu'une bonne gouvernance repose non seulement sur une citoyenneté active, mais aussi sur des institutions politiques qui permettent de régler les conflits sociaux par des moyens qui ont l'approbation de la population. C'est donc une bataille sur les processus de gouvernance qui s'est engagée contre Pékin et la question qui se pose est, en définitive, celle de la légitimité des détenteurs du pouvoir à Hong Kong.

Après avoir passé en revue les ONG de Hong Kong, cet article s'attachera à examiner leur mode de fonctionnement et leur intégration dans la sphère politique de la RASHK ainsi que le rôle joué par Pékin.

caractéristiques qui lui sont propres. On parle ainsi du « troisième secteur », après celui du Gouvernement et celui du monde des affaires. La vitalité de ce troisième secteur repose sur des valeurs partagées par l'ensemble de ses membres, alors que ceux des deux autres sont principalement motivés respectivement par leur désir d'accroître leur pouvoir politique et l'appât du gain. Les acteurs du troisième secteur se retrouvent autour de valeurs collectives, consacrant leur temps et leur argent à des causes caritatives, civiles et humanitaires, au service de croyances religieuses ou d'autres conceptions du progrès.

L'étude sur la société civile de Hong Kong qui fait le plus autorité fut commanditée en 2002 par l'Unité de politique centrale du Gouvernement de la RASHK (*HKSAR Government's Central Policy Unit*) et fut publiée en 2004. L'*Étude sur le paysage du troisième secteur de Hong Kong* (appelée *Étude* ci-après) relate l'histoire de ces ONG autogérées, bénévoles et à but non-lucratif en présentant leurs structures, objectifs et opérations. Cette *Étude* regroupe des ONG aux champs d'actions les plus variés, allant des arts et la culture, à l'économie et l'environnement, en passant par l'éducation, la santé, les droits de l'homme, le droit, la philanthropie, le sport, la religion et la protection sociale. Cette étude a permis de recenser plus de 16 660 ONG à Hong Kong en 2002 <sup>(1)</sup>.

Dans la partie historique, on apprend que 85 % des ONG ont été créées après 1946, et un nombre important entre 1986 et 1997 <sup>(2)</sup>. En effet, dans les années 1980, le secteur des ONG est entré dans une nouvelle phase de son évolution alors que Hong Kong se préparait au transfert de souveraineté et que des élections devaient avoir lieu conformément aux dispositions de la Déclaration sino-britannique qui stipulait la constitution d'un Conseil législatif (Legco) partiellement élu. Furent introduits en 1982

## Le troisième secteur à Hong Kong

Il est admis dans la sphère académique de classer les ONG dans un secteur d'activité spécifique avec une identité et des

1. Central Policy Unit, *The Study of the Third Sector Landscape in Hong Kong* (Étude sur le paysage du troisième secteur de Hong Kong), 24 août 2004, [http://www.cpu.gov.hk/english/research\\_reports.htm](http://www.cpu.gov.hk/english/research_reports.htm). Le chapitre 15 mentionne p. 419 un total de 16 662 organisations.
2. *Ibid.*, chapitre 15, « Survey », p. 423.

des Conseils de quartier (*district boards*) partiellement élus. Ces derniers devaient servir de laboratoires au processus de démocratisation. En 1985, puis en 1988, un certain nombre de députés au Legco furent élus par des Collèges socioprofessionnels. La répression de Tiananmen en 1989 a marqué un tournant dans l'attitude de la population concernant leur participation politique : elle était dès lors persuadée que la démocratie serait la meilleure garantie de maintien du mode de vie libéral à Hong Kong. De nouvelles ONG en faveur de la démocratisation ont vu le jour en réaction aux événements tumultueux de la décennie 1980. En 1991, lorsque se sont tenues les toutes premières élections directes pour le Legco, les groupes démocratiques et les nouveaux partis politiques ont gagné la totalité des 18 sièges alloués à la voie électorale, la majorité des législateurs étant toujours co-optés par l'administration coloniale.

Encouragées par les autorités du continent, les forces « pro-chinoises » sont elles aussi devenues plus ouvertement actives, participant aux élections des Conseils de quartiers ou des Conseils municipaux (*Municipal Councils*) et du Legco. Le point culminant de leurs efforts fut la création de l'Alliance démocratique pour un meilleur Hong Kong (*Democratic Alliance for the Betterment of Hong Kong*, DAB) ainsi que le renforcement de la Fédération des syndicats (*Federation of Trade Unions*, FTU) afin de promouvoir de nouveaux candidats aux élections. Au même moment, l'élite économique de Hong Kong s'inquiéta du fait que les deux parties, aussi bien le camp « prodémocrate » que celui « prochinois », s'adressaient directement aux couches populaires. En réponse, elle constitua le Parti libéral (*Liberal Party*). Par nature en faveur de l'*establishment*, le Parti libéral s'allia aux forces « pro-chinoises » sur les questions de réformes constitutionnelles et alla chercher ses voix dans les collèges socioprofessionnels afin de promouvoir les intérêts de certains secteurs économiques.

Parallèlement aux défis politiques de la rétrocession, la société hongkongaise est devenue plus cosmopolite dans les années 1990. La protection sociale, la qualité de l'éducation, le respect de l'environnement, les droits des animaux, l'égalité des chances, les droits des minorités et la liberté des médias intéressaient un nombre croissant de résidents. Les ONG commencèrent également à mener des actions en Chine <sup>(3)</sup>. Par ailleurs, on note une présence significative des ONG internationales à Hong Kong aussi bien pour lever des fonds que pour se rapprocher de leur terrain d'action. Aujourd'hui, de nombreuses ONG hongkongaises ont adopté le discours mondial sur la lutte contre la pauvreté, le réchauffement climatique et le

SIDA. Depuis la fin des années 1990, déçus par l'attitude du monde des affaires — le malaise Enron —, de jeunes professionnels ont rejoint des ONG à la recherche d'autres formes de gratification. La responsabilité sociale des entreprises (*corporate social responsibility*, CSR) ayant fait son chemin à travers le monde, de nouvelles ONG apparaissent, dont la mission est de promouvoir la gouvernance collective, les droits des actionnaires minoritaires, la diversité au travail ou encore une éthique de l'investissement durable en Asie.

L'*Étude* fait état du caractère « extrêmement dynamique, innovateur et plein de ressources » du secteur civil de Hong Kong <sup>(4)</sup>. La date de création des ONG est une bonne indication de l'évolution de la société civile de Hong Kong.

- Avant 1841, les ONG étaient principalement d'obédience religieuse et avaient pour mission l'aide sociale. Entre 1911 et 1941 de nombreuses organisations syndicales et patronales ont été créées. Près de 50 % des organisations religieuses présentes aujourd'hui à Hong Kong ont été fondées entre 1912 et 1975 et la moitié des associations syndicales et patronales, ainsi que celles spécialisées dans l'éducation et l'aide sociale sont nées entre 1946 et 1985.
- Entre 1986 et 1997, ont été constitués 62,5 % des organisations liées à la santé ainsi que près de 50 % des ONG internationales et des associations qui opèrent dans des domaines divers comme la défense de l'environnement. Le souci de rester « apolitique », qui était auparavant partagé par de nombreuses ONG, s'est progressivement estompé dès lors que les acteurs sociaux ont pris conscience de l'importance du champ et des institutions politiques. Quelle que soit la cause défendue — aide sociale, santé ou environnement — la plupart des activistes ont désormais cherché à faire évoluer les politiques, les priorités et le système politique en général.
- La philanthropie a pris son envol entre 1976 et 1985 <sup>(5)</sup>, mais c'est surtout depuis 1998 que l'on assiste à une réelle implantation de la philanthropie à Hong Kong puisque 50 % des intermédiaires philanthropiques ont émergé depuis cette date.

3. *Ibid.*, chapitre 15, p. 427. L'enquête montre que près de 4,5 % des ONG hongkongaises ont un champ d'action limité à une province ou à une région à l'intérieur d'une province, 2,6 % à deux provinces ou deux régions ou plus à l'intérieur d'une province et 8,2 % à l'ensemble de la Chine.

4. *Ibid.*, « Content and Overview », p. 15.

5. *Ibid.*, chapitre 15, p. 424-425.

**Tableau 1. Les périmètres d'action des ONG à Hong Kong (2002)**

Périmètres d'action	% des ONG
Quartiers de Hong Kong	51,9
Ensemble du territoire de Hong Kong	44,3
Une province ou une région à l'intérieur d'une province de Chine	5,4
Deux provinces ou plus de Chine	2,6
Ensemble de la Chine	8,2
Région Asie-Pacifique	3,5
International	8,3
Autres	0,3
Non spécifié	2,0
Total	100

\* Plusieurs réponses étaient possibles

## Panorama des ONG hongkongaises

La taille des ONG varie énormément. On a d'un côté une dizaine de milliers d'associations de quartiers qui proposent leurs services dans des petites communautés et de l'autre une poignée d'ONG qui évoluent uniquement dans le champ politique. Plus de 70 % des ONG hongkongaises sont d'abord au service de leurs membres, alors que le reste est dévoué à l'ensemble de la population. L'*Étude* a montré que près de 52 % des ONG sont spécialisées dans des services de proximité dans leur propre quartier d'implantation, alors que 44 % d'entre elles mènent leurs actions sur tout le territoire.

Un statut similaire à celui existant en France avec l'*économie sociale* [en français dans le texte] n'existant pas à Hong Kong, les ONG ont recouru à différents statuts légaux, même si pour la plupart d'entre elles, elles ont opté pour un statut commercial d'une entreprise, d'une société de commerce ou d'un trust. Pour la plus grande majorité des organisations du troisième secteur, le Gouvernement de la RASHK n'a pas défini de conditions particulières quant à leur gouvernance, que ce soit en terme de taille ou de composition du Conseil d'administration. Cependant, pour les ONG dont l'offre de service est financée sur des fonds pu-

blics aux montants substantiels, comme par exemple en matière d'aide sociale ou de santé, plusieurs directives du Gouvernement imposent la nomination de représentants de l'État pour superviser la gestion.

Le budget de fonctionnement des ONG provient en grande partie du Gouvernement (28 %), ce qui n'a rien de surprenant puisqu'elles sont nombreuses à se spécialiser dans les services de proximité. Les cotisations des membres (18 %), les dons privés et autres *sponsorings* (15%) constituent d'autres sources de revenus significatives. L'*Étude* estime que les ONG regroupent au total 3,7 millions de membres sur une population totale de 6,8 millions <sup>(6)</sup>. Le chiffre réel pourrait être encore plus élevé compte tenu des estimations jugées assez conservatrices de l'*Étude*. Par ailleurs, 47 % des ONG sont non imposables <sup>(7)</sup>.

Toujours d'après cette *Étude*, les ONG à Hong Kong emploient entre 150 000 et 372 000 personnes, générant des dépenses estimées entre 18,59 et 27,36 milliards de dollars hongkongais (chiffres datant d'octobre 2002), ce qui représenterait 4,6 % à 11,4 % de l'emploi total à Hong Kong et 1,5 % à 2,2 % du PIB en 2002. Le poids du secteur des

6. *Ibid.*, chapitre 15, p. 439. La fourchette d'estimation va de 3,7 millions à 8,3 millions.

7. *Ibid.*, chapitre 15, p. 425-426. Les ONG, après avoir été constituées, doivent elles-mêmes s'enregistrer auprès du Trésor public pour demander une exonération d'impôts.

ONG est donc comparable à ceux de l'industrie, de la construction, du stockage ou bien de la communication. Les contributions des travailleurs bénévoles dans le troisième secteur sont estimées entre 52,9 et 83,3 millions de dollars hongkongais en 2002. Par ailleurs l'*Étude* estime que 550 000 à 710 000 résidents de la RASHK sont d'une manière ou d'une autre impliqués dans les ONG en tant que bénévoles, ce qui accroît grandement la qualité de la vie en général et diversifie les opportunités de développement personnel. Même dans les estimations les plus basses, le nombre de bénévoles équivaut à 15,7 % de la population active<sup>(8)</sup>. L'importance du troisième secteur à Hong Kong se traduit aussi dans les services qu'il offre à la population. Selon l'*Étude*, chaque résident de la RASHK reçoit une aide des ONG en moyenne 4,3 fois par an dans des domaines qui ne sont pas investis par le Gouvernement ou le monde des affaires<sup>(9)</sup>.

## La bataille de l'opinion publique

Un stéréotype coriace veut que les hongkongais ne se préoccupent pas de politique mais s'intéressent seulement à l'argent. Si la répression de la place Tiananmen a donné lieu à des rassemblements au sein de la RASHK, preuve de la capacité de réaction politique de ses résidents, ce n'est pas avant 2003 que ces derniers ont manifesté en grand nombre. L'événement le plus marquant de ces dix dernières années fut les 500 000 personnes qui sont descendues<sup>(10)</sup> dans la rue pour protester contre l'article 23 de la législation sur la sécurité nationale. Les personnes qui ont manifesté dans les rues à l'occasion du sixième anniversaire de la rétrocession étaient principalement issues des classes moyennes (60 %) salariées. D'après les sondages, moins d'un manifestant sur 20 a défilé avec l'ONG à laquelle il appartenait, même si 34 % des personnes interrogées considéraient que ces organisations avaient une certaine influence dans la mobilisation. Les chercheurs en ont conclu que la manifestation du 1<sup>er</sup> juillet était davantage le résultat de mobilisations individuelles que le fait des associations<sup>(11)</sup>. Les manifestants du 1<sup>er</sup> juillet n'étaient pas ceux qui descendaient habituellement dans la rue. Leur participation a fait prendre conscience aux autorités et aux ONG que les citoyens, au service desquels ils étaient, pouvaient aussi se révéler très motivés et politisés.

Les Hongkongais se sont mobilisés et ont protesté parce qu'ils avaient le sentiment que l'article 23 menaçait leur mode de vie et cela en dépit de l'allégation du Gouverne-

ment qui affirmait avoir consulté la population, ajoutant que cette loi bénéficiait du soutien de l'opinion publique. En fait, au lieu d'analyser les opinions, les attitudes et les suggestions des personnes sondées, les autorités avaient interprété les réponses dans le sens qui les arrangeait, preuve que la machine du « Front commun » organisé par le Parti communiste chinois était à l'œuvre plus que jamais. Les chercheurs qui ont analysé les réponses des enquêtes notèrent que :

*... parmi les quelques 1000 lettres soumises par les organisations, un certain nombre provient d'associations diverses et variées tant du point de vue de leur nature que de leur position géographique, et pourtant elles partagent un contenu et un format similaires, pas très différents des lettres standard. Pourquoi donc le Gouvernement n'a-t-il pas émis de doute quant à l'indépendance des lettres soumises par les organisations<sup>(12)</sup> ?*

Il était prévu que la proposition de loi fût présentée au Conseil législatif le 9 juin puisque le Gouvernement de la RASHK bénéficiait d'un nombre de scrutins suffisant pour la faire passer et ce grâce au soutien du DAB, du Parti libéral et de leurs alliés. Diverses ONG prodémocrates, actives dans la défense des droits de l'homme et de l'État de droit, s'unirent pour organiser cette manifestation dont l'issue surprit tout le monde. Ce rassemblement poussa le Parti libéral à se désolidariser du Gouvernement et le déficit de voix obligea Tung Chee Hwa à renoncer à l'article 23.

Le rassemblement du 1<sup>er</sup> juillet 2003 fut ressenti comme un rejet par la population de Tung Chee Hwa et fut interprété comme une crise de confiance dans ses capacités à gouverner ainsi que dans son administration, preuve de la profonde insatisfaction des Hongkongais quant aux performances de leurs dirigeants. Depuis son entrée en fonction, Tung avait pris toute une série de décisions impopulaires et controver-

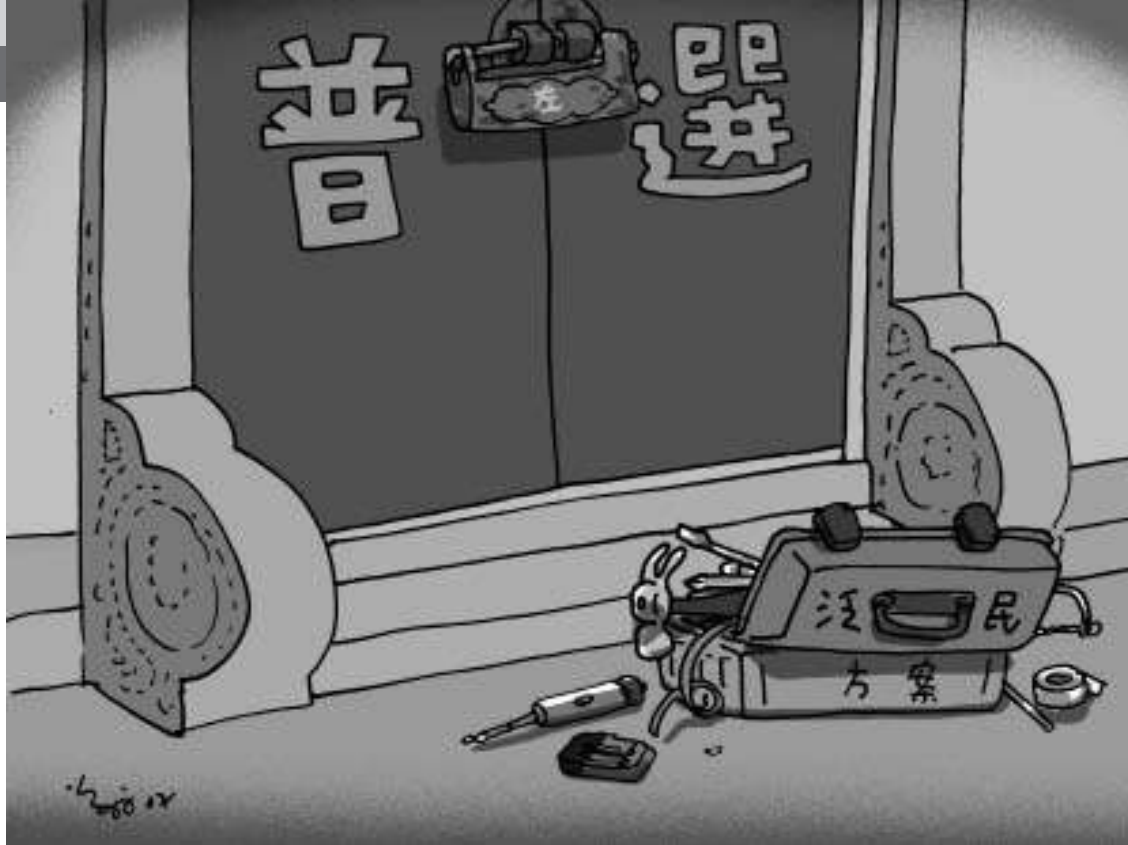
8. *Ibid.*, chapitre 15, p. 443-444.

9. *Ibid.*, chapitre 15, p. 442.

10. D'après l'article 23 de la Loi fondamentale (constitution post-1997 de Hong Kong), Hong Kong « doit promulguer ses propres lois pour interdire tout acte de trahison, de sécession, de sédition et de subversion contre le Gouvernement central de la République populaire, ou de vol de secret d'État, pour interdire les organisations ou groupes étrangers de mener leurs activités dans la Région et pour interdire les organisations et les groupes politiques de la Région d'établir des liens avec les groupes et les organisations étrangers ».

11. Robert Chung et Joseph Man Chan, *A Revelation of 1 July: Internet Mobilization Gives New Life to Democracy*, <http://hkupop.hku.hk/english/columns/columns24.html>.

12. Jennifer So-Kuen Chan, *Let Figures Speak For Themselves – Reanalysis on the Public Opinion Towards Article 23 Consultation Document*, <http://hkupop.hku.hk/english/columns/columns19.html>.



© Zunzi

En 2007, les démocrates ont fait toutes sortes de proposition au sujet du suffrage universel

sées<sup>(13)</sup> et pour bon nombre de manifestants, l'administration Tung constituait une menace à leur mode de vie. Tous les ans depuis 1997, il y a eu en moyenne six manifestations par jour contre les politiques gouvernementales<sup>(14)</sup>.

La marche du 1<sup>er</sup> juillet 2003 eut pour conséquence de raviver le mouvement démocrate. Les ONG réalisèrent qu'elles avaient sous-estimé le soutien du public en faveur des réformes. Les manifestants, tenant en piètre estime le système politique existant, exigèrent une démocratisation plus rapide et, à leurs yeux, il ne faisait pas de doute que la mauvaise gouvernance était directement liée au manque de démocratie. Les sondages de l'époque montrèrent qu'une écrasante majorité était, par principe, en faveur d'élections au suffrage direct pour le chef de l'exécutif et le Conseil législatif (81 % et 77 % respectivement) et la plupart des sondés désiraient voir ces élections à l'échéance 2007 et 2008<sup>(15)</sup>. Il y eut également une poussée d'activisme pour développer l'idée selon laquelle le Gouvernement n'était pas du côté de la population. À la suite de cette manifestation, les chefs de camps et les faiseurs d'opinion ont appelé à préserver les « valeurs essentielles » de l'esprit libéral de Hong Kong<sup>(16)</sup>.

De son côté, Tung Chee Hwa se devait d'apaiser la colère générale. Il déclara qu'il prêterait plus attention à l'opinion publique, et notamment aux « classes moyennes » en augmentant les budgets destinés aux services de proximité et que son Gouvernement consulterait davantage le public dans l'élaboration de ses politiques<sup>(17)</sup>.

Les conséquences politiques de l'attitude du Gouvernement au sujet de l'article 23 ont néanmoins continué à se faire

sentir lors des élections de district en novembre 2003 avec la victoire du camp démocrate sur le DAB et cela malgré un soutien massif du Front commun en faveur des candidats progouvernementaux<sup>(18)</sup>. Les demandes croissantes et répétées pour plus de démocratie alarmèrent Pékin si bien qu'en avril 2004, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale fit connaître sa décision : Hong Kong ne pourra élire au suffrage universel direct ni le chef de l'exécutif en 2007, ni les députés du Conseil législatif en 2008, prétextant que les Hongkongais ne sont pas prêts à la démocratie et que toute réforme doit être introduite à petite dose. Les

13. Les problèmes de Tung Chee Hwa et de son administration ont fait l'objet de nombreuses études académiques. Voir : Lau Siu-kai (éd.), *The First Tung Chee-hwa Administration: The First Five Years of the Hong Kong Special Administrative Region*, Hong Kong, Chinese University Press, 2002 ; et Joseph Y.S. Cheng (éd.), *The July 1 Protest Rally: Interpreting a Historic Event*, Hong Kong, City University of Hong Kong Press, 2005.

14. Ma Ngok, *Political Development in Hong Kong: State, Political Society, and Civil Society*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2007.

15. Michael DeGolyer, *Listening to the Wisdom of the Masses*, Hong Kong, Hong Kong Transition Project, HK Baptist University, janvier 2004.

16. Voir [www.hkcorevalues.net](http://www.hkcorevalues.net)

17. *Doing Justice to Public Opinion and Public Consultations: What to Do and What Not to Do: A Case Study of the Government Consultation Exercise on its Proposals to Implement Article 23 of the Basic Law*, Public Opinion Programme, University of Hong Kong, <http://hkupop.hku.hk/english/resources/bl23/bl23gp/report/index.html>.

18. La machine du front commun, coordonné à Hong Kong par le Bureau de liaison de Pékin dans la RASHK, a toujours traditionnellement aidé les forces progouvernementales et prochinoises à remporter les élections. Cela comprend la sélection de Tung Chee Hwa en 1996 et 2002, les élections du Legco en 1998, 2000 et 2004 ainsi que la sélection de Donald Tsang en 2005 et 2007. Pour une analyse du mécanisme de la machine du front commun, voir : Lo Shiu-hing, « "Legitimising" the Selection of the Second HKSAR Chief Executive: From the Election Committee to the Chief Executive Election Bill », *China Perspectives*, n° 38, novembre-décembre 2001, p. 44-59.



Hongkongais ne s'attendaient pas à une réaction aussi agressive de la part de Pékin<sup>(19)</sup>.

La réforme politique étant impossible pour 2007 et 2008, toute concertation sur l'évolution du système politique devint elle aussi nulle et non avenue. En janvier 2005, Tung Chee Hwa annonça la création d'un Groupe de travail pour le développement constitutionnel (*Constitutional Development Task Force*) afin de garder ces objectifs en vue et rappeler à tous qu'en définitive, c'est Pékin qui décide de la vitesse et du contenu des réformes à Hong Kong. Depuis le départ de Tung en mars 2005, les deux premières années de l'administration du nouveau chef de l'exécutif Donald Tsang ont été l'occasion pour les Hongkongais de suggérer des réformes dans la limite des restrictions établies. Toutefois, l'analyse faite par le Gouvernement des réponses obtenues lors des consultations reconduisait les mêmes erreurs que durant les consultations sur l'article 23. La manière de classer les réponses n'était pas destinée à comprendre les différents points de vue, mais plutôt à montrer une absence de consensus sur la manière de procéder. Toutes les réponses ne pouvant être rangées dans les catégories définies par le Comité permanent furent systématiquement délaissées<sup>(20)</sup>. En octobre 2005, Tsang présenta un ensemble de propositions qui permettraient d'introduire une dose de réforme sans toutefois altérer la structure politique. Mais sa proposition ne parvint pas rassembler les deux-tiers des voix requises pour obtenir la majorité au Conseil législatif<sup>(21)</sup>.

étroite avec les cabinets des hommes politiques et les partis, et parfois même à se présenter eux-mêmes aux élections<sup>(25)</sup>.

Dans le combat qu'elles mènent contre le Gouvernement de la RASHK, les ONG se rendent compte qu'elles diffèrent en tout point sur les valeurs, les priorités et les solutions avancées par l'exécutif. Le système politique actuel n'offre pas la possibilité d'introduire de changement pour ceux et celles qui ont une autre vision que celle des élites politiques et économiques. Compte tenu des réserves exprimées par Pékin sur l'évolution du système politique, la situation a peu de chances d'évoluer à court et à moyen terme. Si les consultations existent bel et bien, elles sont à la fois limitées dans leur champ et noyées dans le discours du « Front commun », dont la mission est de maintenir l'ordre établi plutôt que de trouver un nouveau système pour permettre aux visions alternatives de trouver leur voie dans le système politique local. Tout comme son prédécesseur, le chef de l'exécutif Donald Tsang déclare que ses politiques refléteront l'opinion publique, mais cela ne signifie en rien qu'il encouragera l'émergence d'idées concurrentes. Les ONG ont aujourd'hui davantage de capacités et bénéficient même d'un accroissement de leurs ressources financières, ce qui les rend plus à même de contester des décisions politiques. En revanche ceux et celles qui ont des projets alternatifs ont toutes les chances d'être caractérisés par l'exécutif comme des éléments anti-gouvernementaux, ce qui ne fera qu'accroître leur mécontentement, et entraînera une plus forte politisation de l'espace public hongkongais. •

## Quelques remarques pour conclure

Durant la première décennie de son statut de Région administrative spéciale, la conscience publique et politique des Hongkongais n'a pas cessé d'évoluer. De nouvelles ONG ont été créées et elles ont tissé entre elles un vaste réseau d'alliances<sup>(22)</sup>. Hormis la démocratisation, les ONG ont développé leurs activités dans deux directions : une meilleure planification de l'action publique (y compris la protection de l'environnement) et la préservation de l'identité de Hong Kong, de ses valeurs et de son héritage. Les ONG hésitent de moins en moins à faire appel à la justice pour remettre en cause les décisions gouvernementales<sup>(23)</sup>. Elles interpellent également les décideurs et participent au débat politique en informant les députés lors des réunions du Legco ou en siégeant dans les divers Conseils du Gouvernement. En dépit de ces avancées, un sentiment de frustration règne parmi les ONG dans la mesure où elles exercent une influence limitée dans l'élaboration des politiques gouvernementales<sup>(24)</sup>. Ce sentiment de frustration amène certains activistes à travailler en collaboration plus

### • Traduit de l'anglais par Emilie Tran

19. *The Interpretation by the SCNPC of Article 7 of Annex I and Article III of Annex III to the Basic Law*, adoptée lors de la 8ème session du Xème Congrès de l'APN, 6 avril 2004, [www.cab.gov.hk/cd/eng/basic/pdf/es22004080554.pdf](http://www.cab.gov.hk/cd/eng/basic/pdf/es22004080554.pdf).
20. Le quatrième rapport du Groupe de travail pour le développement constitutionnel a relevé que le Gouvernement avait reçu un total de 488 lettres provenant d'individus et d'organisations, relatives aux méthodes de sélection du chef de l'exécutif en 2007 et de constitution du Legco en 2008. Parmi celles-ci, 118 venaient d'organisations. Le cinquième rapport fait état de 460 lettres dont 191 venant d'organisations.
21. Constitutional Development Task Force's Fifth Report, [http://www.cab.gov.hk/cd/eng/report5/pdf/5th\\_Report/English.pdf](http://www.cab.gov.hk/cd/eng/report5/pdf/5th_Report/English.pdf).
22. Les collaborations et les alliances entre ONG ont été particulièrement significatives ces dernières années et concernent des projets comme la poldérisation du port, la planification urbaine, ainsi que la préservation du patrimoine et de l'environnement. Elles sont passées par le processus de la planification urbaine.
23. La Société pour la protection du port a mené sept batailles juridiques contre le Gouvernement et le Conseil de la planification urbaine (*Town Planning Board*) concernant des projets de poldérisation et a remporté six d'entre elles, dont une fois devant le tribunal de dernière instance et en obtenant des indemnités de frais pour avoir défendu un cas d'intérêt général, ce qui a créé un précédent à Hong Kong.
24. Central Policy Unit, « Overview of the Third Sector in Hong Kong », *The Study of the Third Sector Landscape in Hong Kong*, p.22.
25. Un exemple récent est la formation des *Professional Commons*, un groupe de professionnels qui s'est battu pour des sièges en 2006 au Comité électoral des 800 membres (*800-member Election Committee*) pour la sélection du chef de l'exécutif, ce qui leur permet de suivre de plus près les politiques du chef de l'exécutif et de son administration.